



Gold laundering - Le blanchiment d'or



Mark Pieth
President of the Board

Qu'est-ce que le blanchiment d'or ?

À partir des mines jusqu'à votre alliance ou votre téléphone portable, l'or transite par une chaîne d'opérations et de transformations. Il est négocié, récolté, traité, expédié ou passé en contrebande à l'étranger – de nombreuses fois par des acteurs différents – puis affiné.

Un des défis causés par la complexité des chaînes d'approvisionnement est que l'or que l'on achète est facilement distancé de tout acte criminel ou contraire à l'éthique qui a pu se dérouler auparavant.

Le commerce d'or peut souffrir d'un usage impropre de même manière que les criminels utilisent des opérations financières complexes afin d'opacifier les origines de l'argent dans le crime et la corruption.

Quels sont les risques potentiels dans les chaînes d'approvisionnement d'or ?

Les risques environnementaux de l'industrie aurifère vont de la déforestation à la contamination des terres, de l'air et de l'eau par le mercure et le cyanure. Lorsque les mines sont déclassées, il existe un risque de fuites d'eau acide et radioactive qui contamine la zone. Trop souvent, il y a également des accidents impliquant des bassins de rétention de produits chimiques qui s'écroulent ou qui fuient.

Des bénéfices provenant de l'extraction illégale de l'or peuvent être plus importants que ceux des trafics de drogue. L'or est connu pour avoir été à l'origine de sérieux conflits, par exemple dans la République démocratique du Congo et au Soudan. L'or a également servi afin de financer le crime organisé violent, notamment en Amérique latine.

Il est estimé qu'un million d'enfants travaille illégalement dans l'industrie minière, allant de l'exploitation aurifère sous-marine aux Philippines jusqu'à l'extraction et le criblage d'or au milieu d'une poussière lourde et du mercure en Tanzanie et en Ouganda.

Un autre risque potentiel relatif à tout type d'exploitation minière est le déplacement des communautés indigènes. Ceci peut advenir lorsque les gouvernements essaient d'attirer des investissements étrangers en accordant des permis d'exploitation minière ou simplement par la corruption et l'intimidation.

De fortes incitations afin d'atténuer les risques

Autre que la législation en matière de conduite responsable des entreprises et des minéraux de conflit, l'industrie aurifère est plutôt autorégulée. Les entreprises peuvent choisir d'adhérer volontairement aux normes développées par les associations dans l'industrie, y compris le London Bullion Market Association (LBMA), Responsible Jewellery Council et World Gold Council. Ce système basé sur le volontariat dépend des audits indépendants et n'est pas mandaté par la législation.

Cependant, il y a de fortes incitations hors législation à atténuer les risques dans les chaînes d'approvisionnement d'or.

Grâce au travail des journalistes d'investigation et des organisations non-gouvernementales (ONG) tels que Human Rights Watch et Public Eye, la sensibilisation aux problèmes grandit rapidement. Les générations plus jeunes adoptent un consumérisme éthique et exigent des produits qui n'ont pas lésé la planète ou ses habitants.

Certains bijoutiers et horlogers, tel que Chopard et A. Favre & Fils, dont le propriétaire Laurent Favre est un membre fondateur de l'organisation Swiss Better Gold Association, s'engagent à s'approvisionner en or seulement à partir de sources certifiées "vertes" ou "éthiques".

Les investisseurs sont de plus en plus attentifs aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance relatifs au commerce de l'or.

Dans mon livre *Gold Laundering*, je souligne le rôle des raffineries, notamment en Suisse, où la plupart de l'or mondial est affiné. Ceci n'est pas dû au fait que les raffineries sont impliquées dans des activités illégales, mais parce qu'elles se trouvent à un point critique dans la chaîne d'approvisionnement d'or.

Après l'affinage de l'or, il est impossible de remonter à ses origines. En conséquence, les raffineries d'or sont des acteurs importants dans l'effort d'assurer que les chaînes d'approvisionnement d'or restent aussi propres que possible.

Les solutions isolées ne sont pas la réponse

Quand les entreprises agissent seules afin d'éviter un problème collectif, leurs actes peuvent avoir des conséquences inattendues et potentiellement négatives pour d'autres, et à long terme.

Un exemple est l'action d'une raffinerie Suisse qui, en souhaitant s'assurer d'une chaîne d'approvisionnement d'or plus transparente et localisable, a imposé une interdiction générale sur l'or provenant de petits exploitants miniers.

Cependant, boycotter des petits exploitants miniers fera plus de mal que du bien aux 100 millions de personnes dans le monde qui en dépendent pour vivre. Ce n'est pas non plus un acte qui aidera l'industrie ou les consommateurs préoccupés par les droits humains. Les petits exploitants miniers contribuent à hauteur de 20 pour cent de l'or nouvellement exploité et les grands exploitants ne sont pas sans risque.

L'action collective : une occasion en or

En se réunissant dans l'action collective (*Collective Action*), des acteurs majeurs du secteur de l'affinage de l'or et d'autres intervenants peuvent trouver de solutions concrètes et pratiques aux risques et problèmes cités ci-dessus.

Et si c'était la première étape ? La plupart des intervenants est unanime sur le besoin urgent de renforcer les audits indépendants, censés renforcer le système d'autorégulation. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres ont critiqué ces audits comme étant faibles, laissant l'approche d'une industrie autorégulée en question.

D'autres domaines de collaboration et de soutien peuvent être des technologies afin d'éliminer l'utilisation du mercure ou des technologies blockchain afin d'améliorer la transparence des chaînes d'approvisionnement. Un autre domaine pourrait être le développement des mesures de vigilance et des processus communs afin d'alléger le fardeau des commerçants d'or

légitimes, et d'aider à dénoncer ceux qui ne le sont pas.

De tels efforts utiles sont déjà en cours d'implémentation par différents acteurs en différentes parties du monde. Le travail d'équipe est ce qu'il leur faut pour réussir.

Le chemin vers l'approvisionnement responsable

S'assurer que les chaînes d'approvisionnement d'or sont aussi propres que possible – et le montrer aux consommateurs – prendra du temps et de l'effort. S'il y avait des réponses faciles, on l'aurait déjà fait.

Il y a aussi clairement des limites à ce que le secteur privé peut faire seul. Des actions collectives initiées par des raffineries et des entreprises d'exploitation minière devraient appuyer et se faire compléter par des efforts concertés des gouvernements, tels que des réglementations plus rigides, des contrôles douaniers renforcés et l'application des législations relatives au crime organisé. Les ONG et les organisations de société civile ont toujours un rôle important.

À la fin, le « blanchiment » d'or au travers des chaînes enchevêtrées d'approvisionnement n'élimine pas les risques, mais les rend plus difficile à identifier et à atténuer. L'action collective peut mettre en évidence les risques et les problèmes et chercher des solutions, afin que nous puissions porter nos bijoux et utiliser nos téléphones la conscience tranquille.

Publié en anglais le 2 mars 2020

Tous nos guides rapides sont disponibles sur learn.baselgovernance.org

ISSN 2673-5229

Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution-Non commercial-NoDerivs 4.0 International License (CC BY-NC-ND 4.0).

